REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Maine-et-Loire

QUATRIEME CIRCONSCRIPTION

Elections législatives du 23 novembre 1958



Français, Françaises,

La consultation à laquelle vous êtes appelés est peut-être, pour vous, la dernière occasion de décider, par un bulletin de vote, si vous entendez :

— Assurer la sauvegarde des libertés et du patrimoine familial ou consentir à la socialisation :

— Maintenir la France indépendante, maîtresse de son patrimoine, fidèle à ses traditions, ou accepter qu'elle reçoive les ordres de Washington, de Londres et, demain, de Moscou.

1956, tout devait changer

Les socialistes et leurs complices vous l'avaient promis.

Gouvernant tantôt avec le soutien des communistes et la complicité des radicaux, du M.R.P. et de certains modérés, tantôt avec le soutien des partis du Système et la complicité des communistes, au moyen des pleins pouvoirs, ils ont au contraire tout aggravé.

Ils ont tant fait que la IVe République s'est écroulée sous le poids de leurs trahisons.

13 mai, un espoir...

Tout pouvait changer.

La venue du général de Gaulle et son autorité ont fait espérer à l'immense majorité des Français un redressement national. Le général pouvait congédier les politiciens, s'entourer d'hommes nouveaux et, avec l'appui du peuple, libérer l'Etat des tutelles financières qui le tiennent asservi.

Ce fut le sens du référendum : en votant OUI, le peuple français espérait que ça changerait.

Comme je vous l'avais dit :

Rien n'est changé

La Ve République a réinstallé les mêmes hommes pour accélérer la réalisation de leur politique néfaste.

Sous l'autorité du général de Gaulle, les mêmes valets de la Finance poursuivent la socialisation du pays, commandée par l'entrée en vigueur du Marché Commun :

— Fonctionnarisation du commerce déjà décrétée ;

— Ruine de l'agriculture par la politique de crédit et les importations de choc ;

— Concentration industrielle au bénéfice des trusts ;

— Compression du pouvoir d'achat ouvrier et chômage.

Le déficit extérieur n'ose être chiffré et la dette intérieure s'élève à 11.000 milliards, tandis que les impôts de 1959 s'annoncent à plus de 6.000 milliards.

M. Pinay disait que le Rapport des Sages établissant le bilan de la Maison France **ne peut être publié** : « ce serait la révolution », ajoutait-il.

Il faut des hommes nouveaux

La résistance à la socialisation et aux abandons que je conduis depuis 1956, malgré les invalidations et la trahison de certains élus modérés, a permis de retarder les échéances.



En 1958, comme en 1956, il n'y a qu'une solution : Françaises, Français, BALAYEZ LE SYSTEME.

LIBEREZ-VOUS !

Mais il faut d'abord que chacun comprenne bien les dangers qui menacent. C'est avant tout le collectivisme sous toutes ses formes, appuyé par le socialisme et tous ses apparentements politiques, qui préparent, consciemment ou non, mais sûrement, l'avènement de l'étatisme collectiviste.

Ce qu'il faut sauver

Il n'y a pas deux solutions pour éviter l'effondrement de notre Patrie et la mise en péril de notre civilisation chrétienne. Il faut élire un homme dont l'indépendance, la clairvoyance et le courage permettent, avant toute chose, de faire triompher :

La liberté de l'enseignement

L'enfant étant la pièce maîtresse de l'édifice national, les parents doivent être les seuls responsables et les seuls maîtres de son éducation. Ces droits doivent être garantis par la Constitution. Pour assurer le respect d'une véritable liberté, je m'engage à soutenir la proposition de loi « d'allocation scolaire » que j'ai proposée au pays. Les parents ayant droit à cette allocation, c'est l'école qu'ils auront désignée qui en touchera le montant directement du Trésor. Les parents, selon leurs idées et leurs sentiments, pourront donc en toute liberté diriger leurs enfants vers les maîtres de leur choix.

La liberté du travail

Le métier, qui permet à l'homme de faire vivre librement sa famille, ne peut se concevoir dans le système du collectivisme marxiste ou capitaliste. C'est la raison pour laquelle je m'engage à soutenir ou à proposer :

- **Le retour à la gestion privée** de toutes les entreprises nationalisées ;
- **Le retour à la liberté** des banques et du crédit, indispensables aux professionnels ;
- **La réglementation de la Fonction publique**, réhabilitant l'honorabilité des serviteurs de l'Etat en leur interdisant toute participation aux compétitions politiques de la Nation ;
- **Une réforme fiscale saine**, claire et juste par la perception de l'impôt à la base, supprimant d'une façon totale et définitive les systèmes déclaratifs et les contrôles inquisitoriaux indignes d'un pays moderne ;
- **Une réforme du système d'importation et d'exportation** capable de mettre un terme à l'ingérence des gangs politico-financiers qui permettent de tenir les producteurs agricoles, en particulier, dans une situation d'infériorité économique et sociale qui les mène tout doucement vers les kolkhoses ;
- **Une révision des lois sociales.** Les lois actuellement en vigueur classent les Français en plusieurs catégories inégales, comme du bétail humain d'inégale qualité. Elles permettent de tenir à la merci de l'Etat les petits fonctionnaires et les petits salariés auxquels, sous le prétexte d'allocations variées, on refuse d'accorder un salaire suffisant qui leur permette de garantir leur dignité humaine ;
- **La retraite unique** et garantie pour tous les Français, sans distinction de classe ;
- **L'égalité des allocations familiales** entre tous les enfants d'un même pays.

Les vieux qui ont droit à une tranquille fin de vie et les jeunes qui ont droit à un avenir toujours meilleur, doivent être le souci primordial et permanent du législateur.

L'indépendance nationale

Fidèle à l'idéal de paix qui doit animer tout honnête homme et particulièrement tout père de famille, je suis partisan de la fraternisation la plus large entre les peuples, mais jamais avant que la vie et l'indépendance de la communauté nationale soient garanties. C'est une raison suffisante pour que je condamne l'organisation européenne dans laquelle, sans aucune garantie, la France doit être précipitée. Le Marché Commun ne doit pas entrer en vigueur avant que l'équilibre économique et social soit retrouvé dans notre pays et que nous ayons l'assurance que les charges fiscales et sociales seront les mêmes dans les pays participant au Marché. Faute de quoi, c'est le chômage, la misère, les émeutes et autres troubles sociaux qui seront inévitables chez nous et qui seront, hélas, arbitrés et peut-être matés par l'étranger, avec toutes les réactions et conséquences que cela peut comporter.

Le drame de l'Empire français doit être clairement raisonné. Je suis partisan d'une déclaration sans détour sur l'Unité et l'Indivisibilité de la France, de Dunkerque à Tamanrasset.

Par contre, j'affirme m'opposer formellement à de nouveaux sacrifices financiers ou humains pour nos territoires d'outre-mer, si, au préalable, ils ne sont pas liés d'une façon définitive au destin de la mère Patrie.

Je me refuse à priver les enfants de France d'un minimum de bien-être ou à les envoyer, à 20 ans, sur une terre lointaine pour que, quelques années après, ces mêmes territoires puissent se référer au tribunal des Nations Unies d'un article de notre propre Constitution leur accordant le choix gratuit à l'indépendance.

La province de l'Anjou qui a tant payé à la Patrie commune, ne saurait, demain, s'arroger des droits à l'indépendance. Il doit en être irrévocablement de même pour tous ceux qui veulent revendiquer les droits de la communauté française.

Si je suis votre élu, mon passé de dévouement au service des métiers et des familles vous assure de ma fidélité à mes engagements. Compte tenu de la défense des grands principes énoncés ci-dessus, je serai toujours le serviteur de toutes les justes causes que vous pourriez individuellement proposer à ma diligence.

Je ne ferai pas de platitude politicienne pour mendier des bulletins de vote. Je suis candidat pour servir et non pour me servir.

Electrices, Electeurs, si vous voulez balayer le Système qui nous a fait tant de mal, votez et faites voter pour la Défense de vos Libertés.

VU LE CANDIDAT :

Pierre POUJADE

Candidat de Défense des Libertés
Président National de l'U. D. C. A.
Commerçant

Remplaçant éventuel :

Roland JACQUET

Commerçant en Cycles et Radio
Vice-Président de l'Union des Syndicats Artisanaux du Maine-et-Loire
Juge au Tribunal de Commerce

LES PRESSES RAPIDES, LIMOGES